

### Questions orales

Pour ce qui est de l'énergie de substitution, je voudrais aussi rappeler, par exemple, à la députée que dans sa province, l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement a mis sur pied un programme relatif aux biomasses et à leur commercialisation.

Ensuite, en Alberta, le gouvernement a lancé le PIEMG, un programme de 28 millions de dollars pour promouvoir la conversion au gaz naturel et aux carburants moteurs. En Colombie-Britannique, il y a le projet de moteur à deux temps pour les gros camions et les autobus urbains, notamment à Vancouver, ou encore le projet de ravitaillement rapide en carburant grâce auquel un autobus peut maintenant faire le plein en quatre ou cinq minutes. Il y a aussi le projet de présentation à domicile où une personne peut. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Le ministre a une foule d'exemples.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

**M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Agriculture. Ce ministère prévoit que les recettes agricoles dans toutes les Prairies vont baisser cette année de quelque 63 p. 100. Il annonce en même temps que l'appui accordé par le gouvernement à l'agriculture va être réduit de 57 p. 100.

Étant donné le fait que 25 p. 100 des familles d'agriculteurs sont plus ou moins en faillite, que les semailles de printemps sont sur le point de commencer et que le nouveau programme agricole fédéral n'est rien d'autre qu'une carotte que l'on tend aux agriculteurs et aux gouvernements provinciaux, le gouvernement va-t-il vraiment cette année s'engager à l'égard de l'agriculture, ou reconnaît-il simplement qu'il a abandonné et oublié les familles d'agriculteurs des localités rurales?

**M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, il n'est pas question que nous abandonnions les agriculteurs. Ces derniers se rendent compte, je pense, que nous sommes là pour les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent.

Comme je l'ai mentionné à l'occasion d'une question précédente, on a accordé aux agriculteurs environ 21 milliards de dollars ces dernières années, nous sommes prêts à les aider encore. Nous avons offert la semaine dernière une subvention de 500 millions de dollars dont l'équivalent doit être versé par les provinces. Nous restons fermes sur ce point. Les agriculteurs de notre pays, je pense, répondront à cette offre et auront de bonnes récoltes.

Je dois mentionner également qu'en novembre ou décembre dernier, on a fait des prévisions au sujet du revenu agricole. Depuis lors, de nouvelles prévisions pour 1990 ont augmenté ce revenu d'environ 200 millions de dollars. La semence n'a pas encore été sortie de ses cellules de stockage, elle n'est pas dans le sol, et toutes sortes de choses peuvent se produire qui changeront la situation avant la fin de l'année.

\* \* \*

### LE TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, c'est au ministre du Revenu national que je m'adresse. Une entreprise américaine de transport par péniches a fait savoir qu'elle avait l'intention d'expédier de Windsor des substances chimiques dangereuses. Le ministre pourrait-il confirmer que son ministère n'est pas prêt à décider de fournir des agents des douanes pour collaborer à la réalisation de ce projet, et pourrait-il par ailleurs s'engager à ne prendre aucune décision tant qu'on n'aura pas examiné à fond les préoccupations environnementales qu'a exprimées la ville de Windsor.

**L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, je suis en mesure de confirmer que la société *BTI Barge Operations* de Windsor a discuté de la possibilité de transporter des marchandises entre Detroit et Windsor. Je tiens pourtant à donner au député et à tous nos collègues de la Chambre l'assurance que nous n'envisagerons pas même la possibilité d'accorder une autorisation à moins que tous les permis n'aient été obtenus et que toutes les normes d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement n'aient été satisfaites. Autrement dit, avant même de songer à délivrer un permis, nous veillerons à ce que tous les critères de protection de la santé, de la sécurité et de la protection de l'environnement soient satisfaits.

\* \* \*

[Français]

### LES LANGUES OFFICIELLES

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. J'aimerais revenir sur la question de la réglementation de la Loi sur les langues officielles. Le dépôt de la réglementation se rapportant à cette loi nécessitera évidemment une étude par cette Chambre, ou par un comité de la Chambre, pour être ensuite publiée dans *La Gazette* du Canada, un processus qui prendra probablement plusieurs mois à la suite du dépôt de la réglementation. Puisque ce gouvernement a abdiqué son leadership et aggrave la crise linguistique par son inaction, je demande ceci au ministre: Cette paralysie est-elle due à la peur d'expliquer aux Canadiens com-